



Santé
Canada Health
Canada

Enquête de suivi et recherche qualitative sur la sensibilisation, les connaissances et les comportements liés aux opioïdes aux fins de l'éducation du public (2021) Résumé du rapport

Préparé à l'intention de Santé Canada

Nom du fournisseur : Earnscliffe Strategy Group
Numéro de contrat : HT372-213980/001/CY
Valeur du contrat : 189 163,06 \$
Date d'attribution des services : 9 novembre 2021
Date de livraison : 11 février 2022

Numéro d'enregistrement : ROP 037-21
Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Santé Canada à
l'adresse :
cpab_por-rop_dgcap@hc-sc.gc.ca

This report is also available in English.

Enquête de suivi et recherche qualitative sur la sensibilisation, les connaissances et les comportements liés aux opioïdes aux fins de l'éducation du public (2021)

Résumé du rapport

Préparé à l'intention de Santé Canada

Nom du fournisseur : Earnscliffe Strategy Group

Février 2022

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats de séances de discussion en groupe et d'un sondage en ligne menés par Earnscliffe Strategy Group pour le compte de Santé Canada. Le projet s'est déroulé du 13 décembre 2021 au 12 janvier 2022.

This publication is also available in English under the title: *Follow-up survey and qualitative research on opioid awareness, knowledge, and behaviours for public education (2021)*

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Il faut avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de Santé Canada. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Santé Canada à l'adresse : cpab_por-rop_dgcap@hc-sc.gc.ca ou par la poste à l'adresse suivante :

Santé Canada, DGCAP
200, promenade Eglantine, pré Tunney
Édifice Jeanne Mance, AL 1915C
Ottawa (Ontario) K1A 0K9

N° de catalogue : H21-313/2022F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) : 978-0-660-42139-1

Publications connexes (numéro d'enregistrement) : H21-313/2022E-PDF

Follow-up survey and qualitative research on opioid awareness, knowledge, and behaviours for public education (rapport final, version anglaise); ISBN 978-0-660-42138-4

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de la Santé, 2022

Résumé du rapport

Earnscliffe Strategy Group (Earnscliffe) a le plaisir de présenter à Santé Canada le présent rapport, qui vient résumer les résultats de l'enquête de suivi et de la recherche qualitative sur la sensibilisation, les connaissances et les comportements liés aux opioïdes aux fins de l'éducation du public.

Le nombre croissant de surdoses et de décès liés à la consommation d'opioïdes constitue une crise de santé publique d'envergure nationale, exacerbée dans le contexte de la pandémie de COVID-19. La crise des opioïdes est un problème complexe qui touche toutes les communautés, tous les groupes d'âge et tous les groupes socioéconomiques. En 2018, Santé Canada a lancé une campagne pluriannuelle de sensibilisation du public dans le but de faire face à la crise grandissante des opioïdes, visant à sensibiliser et à éduquer la population canadienne quant aux risques associés à l'usage problématique de drogues, y compris les opioïdes (obtenus légalement et illégalement), ainsi qu'au rôle de la stigmatisation comme obstacle au traitement.

En 2017, pour l'aider à orienter la campagne de sensibilisation du public qui a suivi, Santé Canada a fait appel à Earnscliffe pour réaliser un sondage de référence sur la sensibilisation, les connaissances et les comportements liés aux opioïdes. En 2019, nous avons mené une étude de suivi afin de déterminer si les résultats avaient changé depuis le sondage de référence. Plus récemment, une autre étude a été jugée nécessaire pour déterminer si la sensibilisation et les attitudes à l'égard de l'usage problématique d'opioïdes avaient changé au cours des dernières années, et si la stigmatisation avait diminué. Cette étude fournit des données probantes et des perspectives qui permettront d'orienter les campagnes de marketing et l'élaboration de politiques de Santé Canada. La valeur du contrat pour ce projet de recherche s'élève à 189 163,06 \$ (TVH comprise).

Pour atteindre les objectifs actuels, Earnscliffe a mené un projet de recherche en deux volets comprenant une phase qualitative et une phase quantitative.

La phase initiale consistait en une étude qualitative comprenant une série de dix séances de discussion en groupe menées sur trois jours (du 13 au 16 décembre 2021) auprès de deux segments de la population canadienne : les hommes âgés de 20 à 59 ans et les hommes (de 18 ans et plus) occupant un emploi physiquement exigeant. Pour les six premières séances, un maximum de huit (8) participants ont été recrutés par groupe. Afin d'accroître la participation le troisième soir, un maximum de dix (10) personnes ont été recrutées pour les quatre séances restantes. Au total, 76 personnes ont pris part aux séances de discussion. Deux séances ont eu lieu dans chacune des régions suivantes : les provinces de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, les Prairies et la Colombie-Britannique. Toutes les séances se sont déroulées en anglais, sauf au Québec, où elles ont eu lieu en français. Les discussions ont duré environ 90 minutes.

Il est important de noter qu'une recherche qualitative est une forme de recherche scientifique, sociale, sur les politiques et sur l'opinion publique. La recherche par groupes de discussion n'a pas pour but d'aider un groupe à atteindre un consensus ou à prendre une décision, mais vise plutôt à recueillir un

éventail d'idées, de réactions, d'expériences et de points de vue auprès d'un échantillon choisi de participants s'exprimant sur un sujet donné. Il est à noter qu'en raison de leur faible nombre, les participants ne peuvent être considérés comme étant statistiquement parfaitement représentatifs de l'ensemble de la population dont ils sont un échantillon. Les résultats obtenus ne peuvent donc pas être généralisés au-delà de ces échantillons. Ils doivent donc être utilisés à titre indicatif seulement.

La phase qualitative a été suivie par une phase quantitative, laquelle consistait en un sondage en ligne visant à actualiser les données et à les comparer avec les mesures de référence obtenues dans le cadre des études de 2017 et de 2019. Nous avons mené un sondage de base auprès de 1 000 Canadiens âgés de 13 ans et plus, avec des suréchantillons d'au moins 300 entrevues supplémentaires auprès de chacun des six groupes suivants ciblés par Santé Canada :

- Sous-segments de la population générale :
 - Jeunes (âgés de 13 à 15 ans)
 - Parents d'un jeune âgé de 13 à 15 ans
 - Jeunes adultes (âgés de 16 à 24 ans)
 - Hommes (âgés de 20 à 59 ans)
- Personnes qui consomment des opioïdes, notamment :
 - celles qui utilisent seulement des opioïdes qui leur sont prescrits;
 - celles qui utilisent des ordonnances contrefaites ou d'autres drogues licites ou illicites qui pourraient contenir des opioïdes, comme du fentanyl.

Le sondage en ligne a été réalisé à partir du panel à participation volontaire de Léger auprès d'un échantillon composite final de 2 827 répondants. Comme les répondants pouvaient répondre aux critères de plus d'un des groupes ciblés, leur source était une combinaison de personnes se trouvant dans l'échantillon de la population générale, de personnes trouvées précisément lors de l'échantillonnage pour le groupe cible en question et de personnes trouvées lors de l'échantillonnage pour un autre groupe cible. Les 2 827 répondants étaient répartis de la façon suivante :

- Un échantillon national de référence de n = 1 017 résidents canadiens âgés de 13 ans et plus
- Un échantillon supplémentaire de n = 300 jeunes âgés de 13 à 15 ans
- Un échantillon supplémentaire de n = 302 parents ou tuteurs d'un jeune âgé de 13 à 15 ans
- Un échantillon supplémentaire de n = 300 jeunes adultes âgés de 16 à 24 ans
- Un échantillon supplémentaire de n = 302 hommes âgés de 20 à 59 ans
- Un échantillon supplémentaire de n = 304 personnes qui ont consommé des drogues licites sous forme d'opioïdes prescrits à un moment ou à un autre au cours de la dernière année
- Un échantillon supplémentaire de n = 302 personnes qui ont consommé des drogues illicites, qu'il s'agisse d'ordonnances contrefaites ou d'autres drogues, ayant pu contenir des opioïdes à un moment ou à un autre au cours de la dernière année

Les sondages se sont déroulés en français et en anglais du 22 décembre 2021 au 12 janvier 2022. Ils ont duré en moyenne 19 minutes.

Les répondants au sondage en ligne ont été sélectionnés à partir d'une liste de personnes qui se sont portées volontaires pour participer à des sondages en ligne. Les données de l'échantillon de la population générale ont été pondérées afin de refléter la composition démographique de la population

canadienne âgée de 13 ans et plus. Puisque l'échantillon en ligne utilisé s'appuie sur des personnes s'étant originalement portées volontaires pour participer au panel, aucune estimation formelle de l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée, et les résultats obtenus ne peuvent être décrits comme étant statistiquement représentatifs de la population cible. Le traitement de l'échantillon non probabiliste est conforme aux Normes pour la recherche sur l'opinion publique effectuée par le gouvernement du Canada pour les sondages en ligne.

Les données définitives pour la population générale, de même que pour les suréchantillons de jeunes âgés de 13 à 15 ans, de jeunes adultes âgés de 16 à 24 ans et d'hommes âgés de 20 à 59 ans, ont été pondérées de façon à reproduire la répartition réelle de la population par région, âge et genre selon les plus récentes données de recensement disponibles (2016). Les données des suréchantillons de parents, d'utilisateurs d'opioïdes obtenus légalement et d'utilisateurs de drogues illicites ont été pondérées en fonction du profil trouvé dans la population générale, selon l'âge, le genre et la région. L'annexe A présente des renseignements complets sur la méthodologie du sondage, tandis que l'annexe E fournit le questionnaire utilisé.

Les principales constatations de cette recherche sont présentées ci-dessous. Pour nous permettre de comparer les résultats, les questions posées étaient sensiblement les mêmes que celles du sondage de 2019. Elles comprenaient certains termes que Santé Canada n'utilise plus, car ils sont considérés comme stigmatisants. Nous encourageons les lecteurs à employer un vocabulaire non stigmatisant lorsqu'ils discutent de la consommation de drogues et d'alcool. Pour savoir comment changer la façon d'aborder ce sujet, veuillez consulter la page *Parler de la consommation de substances de manière humaniste, sécuritaire et non stigmatisante*.

Pour des renseignements statistiques sur la prévalence, veuillez consulter l'[Enquête canadienne sur l'alcool et les drogues](#) (ECAD) ou l'[Enquête canadienne sur le tabac, l'alcool et les drogues chez les élèves](#) (ECTADE).

Consommation d'opioïdes et de drogues illicites

- L'étude s'est penchée sur une grande variété d'opioïdes, faisant référence aux noms génériques, aux appellations commerciales et aux termes du milieu pour s'assurer que les réponses des participants au sujet des opioïdes étaient liées à la bonne catégorie de drogues. Les personnes ayant fait usage d'opioïdes ont aussi été classées selon qu'elles ont obtenu les drogues légalement (toujours avec une ordonnance) ou illégalement (parfois sans ordonnance). Les participants devaient également indiquer s'ils avaient déjà consommé d'autres drogues illicites, y compris l'héroïne, la cocaïne, l'ecstasy et la méthamphétamine, en mentionnant dans chaque cas les termes utilisés dans le milieu pour désigner les drogues en question. Ceux qui consomment des drogues illicites sont classés comme des utilisateurs de drogues illicites. Aux fins du présent rapport, la mention d'utilisateurs de drogues illicites désigne les personnes qui ont consommé soit des drogues illicites, soit des opioïdes sans ordonnance.

- Un cinquième des Canadiens (21 %) disent avoir consommé des opioïdes au cours de la dernière année, un pourcentage en baisse de 8 % depuis 2019 et qui concorde avec les résultats de l'étude de référence réalisée en 2017.
- En baisse par rapport aux deux vagues précédentes (69 % en 2019 et 66 % en 2017), 56 % des Canadiens qui ont consommé des opioïdes au cours de la dernière année disent qu'ils disposaient toujours d'une ordonnance. Les parents (61 %) sont les plus susceptibles de dire qu'ils ont toujours une ordonnance en leur nom lorsqu'ils prennent des opioïdes.
- Peu de répondants (4 %) se sont déjà vu refuser une ordonnance d'opioïdes lorsqu'ils en avaient besoin pour soulager la douleur.
- L'utilisation de drogues illicites a légèrement diminué depuis 2019 (avec 7 %). La consommation de drogues illicites pourrait être plus élevée chez les jeunes hommes qu'au sein des autres groupes, une constatation corroborée par les résultats des séances de discussion.

Sensibilisation, impressions et connaissances de base à l'égard des opioïdes

- Les constatations du sondage laissent entendre que la sensibilisation aux opioïdes est demeurée inchangée depuis 2019. Environ les deux tiers (67 %) des répondants sont certains ou assez certains de savoir ce qu'est un opioïde, comparativement à 69 % en 2019.
- Malgré un niveau de sensibilisation stable, la familiarité et les connaissances en matière d'opioïdes semblent s'être atténuées au cours de la même période. Six personnes sur dix (61 %) affirment qu'au moins un des opioïdes présentés leur est un peu ou très familier, tandis qu'un cinquième (21 %) des répondants disent qu'aucun ne leur est familier, ce qui représente une augmentation considérable depuis 2019.
- Bien que les participants aux séances de discussion aient largement compris le terme et l'éventail des opioïdes, peu ont mentionné par eux-mêmes les opioïdes produits illégalement.
- Plus de deux répondants sur cinq (43 %) estiment que tous les opioïdes mentionnés dans le tableau sont dangereux, un pourcentage qui revient au taux de 2017 après avoir connu une hausse de 4 % en 2019. Cependant, le pourcentage combiné des personnes qui pensent que la totalité ou la majorité des drogues sont dangereuses a à peine changé au fil du temps, s'élevant à 81 % en 2021 et en 2019 et à 80 % en 2017.
- En ce qui concerne les opioïdes obtenus dans la rue, les participants de tous les segments s'entendent pour dire qu'ils sont très ou plutôt dangereux.
- La majorité des répondants (89 %) croient que le terme « opioïdes illégaux » désigne les opioïdes obtenus dans la rue. Un pourcentage moins élevé (61 %) jugent que le terme peut aussi désigner les opioïdes d'ordonnance qui ne sont pas prescrits personnellement à l'utilisateur.

- La majorité (61 %) des répondants sont d'avis que la crise des opioïdes est un grave problème dans leur communauté, un pourcentage en baisse de 9 % par rapport à 2019.
- Depuis 2019, on observe une légère diminution du pourcentage de répondants pour qui le fentanyl est familier, mais non de ceux qui considèrent cette drogue comme étant très dangereuse.
- Les deux tiers (67 %) des gens croient qu'il existe un risque élevé que les drogues illicites non opioïdes soient mélangées à du fentanyl.
- La moitié (47 %) des répondants savent ce qu'est la naloxone et à quoi elle sert, mais ils sont moins nombreux à savoir où se la procurer (26 %) ou comment l'administrer (18 %).

Attitudes à l'égard des comportements, des risques et des préjudices

- Depuis 2019, on observe une diminution des niveaux de connaissances et de préoccupations liées aux opioïdes, et ce, de quelques façons. Par rapport à 2019, moins de Canadiens disent qu'ils comprennent ce qui rend les opioïdes si dangereux, qu'ils pourraient facilement trouver de l'aide en cas de besoin pour s'occuper d'une utilisation problématique d'opioïdes, qu'ils sauraient quoi faire s'ils voyaient quelqu'un en situation de surdose ou qu'ils pourraient percevoir les signes d'un trouble de consommation d'opioïdes.
- Une faible majorité (58 %) des répondants pensent qu'un « trouble de consommation d'opioïdes » désigne exactement ou essentiellement la même chose qu'une « dépendance ».
- Peu de participants aux séances de discussion étaient persuadés de pouvoir reconnaître les signes d'une surdose d'opioïdes. Ceux dont c'était le cas ont décrit les symptômes physiques, y compris l'altération de la conscience et l'atonie, les changements touchant les yeux ou la respiration ou la présence de vomi et les vomissements.
- Les participants aux séances de discussion ne sont pas parvenus à un consensus pour ce qui est de reconnaître les troubles de consommation de drogues et d'alcool. Quelques participants avaient l'impression que la quantité était le facteur déterminant, tandis que d'autres étaient d'avis qu'il s'agissait plutôt des répercussions causées par la drogue et l'alcool.
- La plupart des participants ont indiqué qu'ils composeraient le 9-1-1 s'ils étaient témoins d'une surdose d'opioïdes; certains ont toutefois mentionné l'utilisation de naloxone, dont une poignée qui ont dit en posséder.

Attitudes à l'égard de la stigmatisation

- Les répondants continuent d'avoir des sentiments partagés, entretenant simultanément des points de vue favorables qui suggèrent la compassion et des points de vue négatifs qui révèlent la

stigmatisation. Seulement 12 % d'entre eux sont d'accord avec l'énoncé selon lequel « les personnes qui font une surdose d'opioïdes ont ce qu'elles méritent ». Toutefois, plus des trois quarts (79 %) s'entendent pour dire que « les personnes qui ont un trouble lié à l'utilisation d'opioïdes méritent d'obtenir l'aide nécessaire pour mener une vie saine ».

- Plus de la moitié (57 %) des gens estiment que nous devrions davantage utiliser nos ressources en santé pour traiter les dépendances aux opioïdes, marquant une baisse de 7 % par rapport à 2019. En revanche, le tiers des répondants (32 %) sont d'avis que « les personnes qui ont une dépendance aux drogues sont dangereuses ou peu fiables ».
- Les répondants semblent conscients de la stigmatisation à ce sujet. Les trois quarts (74 %) d'entre eux reconnaissent que « la société n'est pas très réceptive envers les personnes qui ont une dépendance aux opioïdes », un pourcentage en hausse de 5 % depuis 2019. De plus, 61 % des gens estiment que « les attitudes de la société envers les personnes qui ont une dépendance aux opioïdes a une incidence sur leur décision de demander de l'aide ou de suivre un traitement ».
- En outre, un cinquième (21 %) des répondants sont d'accord avec l'énoncé selon lequel « les personnes qui ont une dépendance aux opioïdes seraient capables de cesser d'en prendre si elles le voulaient vraiment », le quart (25 %) affirment qu'ils n'ont « pas beaucoup de sympathie pour les personnes qui utilisent mal les opioïdes » et le tiers (31 %) sont d'avis qu'« une mauvaise maîtrise de soi est habituellement ce qui cause la dépendance aux opioïdes ».
- Les participants aux séances de discussion ont tous convenu que les personnes qui sont dépendantes de l'alcool ou de drogues sont stigmatisées. Cependant, pour la plupart, le degré et la forme de cette stigmatisation dépendaient de la substance consommée et de la personne qui consomme.

Profil des comportements à risque

- Les deux cinquièmes (42 %) des répondants ont au moins un ami ou un membre de leur famille qui s'est vu prescrire l'un des opioïdes énumérés (en baisse de 12 % depuis 2019). Le quart (27 %) des répondants connaissent quelqu'un qui a développé une dépendance (un trouble de consommation) à l'un de ces médicaments (en baisse de 6 % depuis 2019). Le quart (23 %) des gens affirment qu'un ami ou un membre de leur famille a déjà consommé l'un des médicaments énumérés sans ordonnance. Près d'une personne sur cinq connaît une personne qui est décédée d'une surdose d'opioïdes (16 %) ou qui a fait une surdose non mortelle liée à l'un de ces médicaments (14 %).
- Lorsqu'on demande une deuxième fois aux utilisateurs actuels ou aux anciens utilisateurs d'opioïdes s'ils ont toujours, habituellement, parfois ou rarement eu une ordonnance, ou si la drogue ne leur a jamais été prescrite, plus de la moitié (57 %) disent avoir consommé des opioïdes obtenus illégalement.

- La moitié (54 %) des gens disent ranger les opioïdes qui leur ont été prescrits dans un endroit auquel ils sont les seuls à avoir accès.
- Le quart des répondants (30 %) rapportent les comprimés, timbres ou liquides non utilisés à leur médecin, à la pharmacie ou à l'hôpital, alors qu'un pourcentage semblable (26 %) les gardent au cas où ils en auraient encore besoin.
- Quinze pour cent (15 %) des répondants qui ont utilisé des opioïdes qui ne leur avaient pas été prescrits l'ont fait une fois par jour, ou plusieurs fois.
- Plus du tiers (34 %) des personnes qui ont utilisé des opioïdes qui ne leur avaient pas été prescrits ont obtenu ceux-ci auprès d'un parent ou d'un ami ayant une ordonnance. Un jeune adulte sur dix (11 %) s'est procuré des opioïdes sans ordonnance sur Internet, comparativement à 5 % des membres de la population générale ayant utilisé des opioïdes sans ordonnance.
- La majorité (54 %) des gens ayant pris des opioïdes qui ne leur avaient pas été prescrits l'ont fait pour soulager la douleur. Un nombre moins élevé d'entre eux ont pris des opioïdes pour voir comment on se sent (14 %), pour la sensation que cela procure (11 %) ou pour se droguer (11 %).
- Les deux tiers des utilisateurs d'opioïdes obtenus illégalement (65 %) n'en prendraient certainement plus s'ils découvraient qu'ils contiennent du fentanyl (en baisse de 8 % depuis 2019).
- Près du cinquième (16 %) des répondants consomment d'autres drogues ou de l'alcool en même temps que des opioïdes au moins à l'occasion, les substances les plus courantes étant l'alcool et le cannabis.
- Peu (4 %) de gens ayant consommé des opioïdes ont déjà cherché à se faire traiter pour un trouble lié à leur consommation.
- Plus de la moitié des parents (54 %) d'un adolescent qui s'est fait prescrire des opioïdes au cours de la dernière année croient que leur enfant prend ses médicaments de la façon prescrite. Peu de parents (3 %) disent que leur adolescent a déjà pris un opioïde qui ne lui avait pas été prescrit; ce pourcentage est toutefois beaucoup plus élevé chez les parents qui sont des utilisateurs de drogues illicites (14 %). Parmi les parents dont l'adolescent ne s'est pas vu prescrit d'opioïdes au cours de la dernière année, un faible nombre (4 %) disent que leur adolescent a déjà eu une ordonnance pour un opioïde à un moment antérieur.
- Près des deux tiers (62 %) des parents sont certains qu'ils sauraient où obtenir de l'aide si leur adolescent avait un problème de consommation de drogues.
- Lorsqu'on demande aux adolescents où, à leur avis, les personnes de leur âge se procurent des opioïdes sans ordonnance, des pourcentages semblables indiquent auprès d'un vendeur ou d'un étranger (47 %), ou encore d'un ami (46 %) ou d'un membre de leur famille (41 %) ayant une ordonnance.

Renseignements sur les opioïdes

- Les principales sources d'information de confiance sur les effets de la consommation d'opioïdes sont les médecins (82 % des répondants leur font confiance) et les pharmaciens (79 %). Toutefois, chez les jeunes de 13 à 15 ans, les parents sont également parmi les sources les plus fiables (79 %).
- Les sources d'information sur l'utilisation des opioïdes qui inspirent le moins confiance comprennent les médias (32 % des répondants leur font confiance), les membres de la famille ou les amis qui n'ont jamais pris d'opioïdes (21 %) et les personnes qui utilisent actuellement des opioïdes de façon régulière (18 %).
- Plus des deux tiers (68 %) des parents disent discuter de drogues en général avec leurs enfants, tandis que 59 % des jeunes affirment avoir eu des discussions à ce sujet.
- En ce qui concerne la recherche d'aide pour des troubles de consommation d'alcool et d'autres drogues, l'impression selon laquelle les hommes demandent de l'aide moins souvent que les autres a fait consensus. Les sources d'aide ou d'information les plus souvent mentionnées comprenaient les médias et Internet, les programmes d'aide aux employés, les médecins ou d'autres professionnels compétents.
- La plupart des participants ont dit qu'ils seraient à l'aise de parler de consommation ou de dépendance avec un ami proche ou un membre de leur famille, mais moins avec un collègue ou un employeur.

Points de vue sur la douleur chronique et sa prise en charge

- La plupart des utilisateurs actuels et des anciens utilisateurs d'opioïdes ont commencé à en consommer pour maîtriser la douleur résultant d'une intervention médicale (44 %), d'une blessure (20 %) ou d'une maladie chronique (4 %). Un cinquième (17 %) d'entre eux ont commencé à prendre des opioïdes pour soulager de la douleur chronique.
- Les utilisateurs actuels sont plus susceptibles de consommer des opioïdes aujourd'hui pour le soulagement de douleurs chroniques (42 %), et moins pour soulager la douleur résultant d'une intervention médicale (31 %) ou d'une blessure (33 %).
- Un utilisateur sur dix (11 %) ayant consommé des opioïdes pour soulager la douleur estime avoir déjà été traité différemment par des professionnels de la santé en raison de son usage d'opioïdes. La moitié (48 %) d'entre eux ont subi des conséquences négatives de ce traitement.
- Presque tous les participants aux séances de discussion ont déjà éprouvé ou connaissent quelqu'un qui a éprouvé des douleurs chroniques, en particulier chez ceux qui occupent un emploi physiquement exigeant. Les hommes qui occupent de tels emplois estiment que la prise en charge

de la douleur joue un rôle important dans la consommation d'alcool et de drogues et la toxicomanie.

- Les perceptions du traitement de la douleur chronique varient. Certains ont parlé de thérapies non conventionnelles, comme la physiothérapie, les soins chiropratiques et l'acupuncture, tandis que d'autres ont parlé de médicaments ou de cannabis pour soulager la douleur.
- L'accès aux autres traitements pour la douleur chronique constituait un obstacle, soit en raison des coûts ou des délais d'attente.

Le rôle de la stigmatisation

Comme dans les vagues précédentes de l'étude, l'échantillon a été divisé en trois segments, soit les réfractaires, les ambivalents et les alliés, selon les réponses données à trois énoncés exprimant l'absence de compassion ou le blâme envers les personnes qui font usage d'opioïdes. Les données démontrent qu'une part importante de la population continue d'entretenir des préjugés à l'égard des troubles liés à l'usage d'opioïdes, et le pourcentage de répondants appartenant à chaque segment demeure plutôt stable. Toutefois, les données laissent présager une certaine érosion du segment des réfractaires au fil du temps.

- Les données démontrent qu'une part importante de la population continue d'entretenir des préjugés à l'égard des troubles liés à l'usage d'opioïdes.
- La plupart des participants aux séances de discussion étaient d'avis que la stigmatisation avait des conséquences négatives sur les personnes ayant des problèmes de toxicomanie, les décourageant de demander de l'aide, ce qui concorde avec les résultats du sondage.
- Environ une personne sur quatre (24 %) se retrouve dans le segment des réfractaires, qui sont convaincus que les troubles liés à l'usage d'opioïdes relèvent en grande partie d'une mauvaise maîtrise de soi, n'ont pas beaucoup de compassion envers les personnes qui développent une dépendance et estiment que les personnes qui font une surdose ont ce qu'elles méritent. Bien que les résultats aient peu changé depuis 2019 (26 %), on observe peut-être une certaine érosion de ce segment, puisque le nombre de membres a diminué statistiquement de 4 % depuis 2017.
- Le quart (25 %) des répondants adoptent le point de vue contraire à l'égard de ces trois énoncés, ce qui fait d'eux des alliés pour faire face à la crise des opioïdes. Ce pourcentage est identique à celui obtenu en 2019 (25 %).
- La moitié des Canadiens (51 %) se situent quelque part entre ces deux pôles, ayant des points de vue contradictoires ou nuancés concernant ces trois énoncés; ils s'inscrivent donc dans le segment des ambivalents (qui représentait 49 % des gens en 2019).

- L'appartenance à un segment donné semble toujours liée au niveau de familiarité ou aux expériences concernant les opioïdes, que ce soit sur le plan personnel ou chez des amis ou des membres de la famille.
- Pour faire passer les gens du segment des ambivalents, ou même des réfractaires, au segment des alliés, il semble nécessaire de mieux faire comprendre la nécessité d'affecter davantage de ressources de santé publique à la gestion de la crise.
- Pour y parvenir, il pourrait être avantageux de démontrer que les troubles liés à l'usage d'opioïdes ne sont pas liés à la maîtrise de soi et que le traitement peut être efficace.

Opinions concernant la consommation d'alcool et l'usage de drogues

- Plus de la moitié des répondants sont favorables à l'ajout de renseignements sur les risques pour la santé et de mises en garde (66 %) ainsi que des ingrédients (59 %) sur les étiquettes de boissons alcoolisées. Près de la moitié des gens estiment que le nombre de verres standard par contenant (49 %) et le nombre de calories (46 %) devraient être indiqués.
- Les trois quarts des gens (77 %) sont d'accord pour dire que la consommation d'alcool augmente le risque de développer une maladie grave.
- Les participants aux séances de discussion en groupe ont facilement relevé plusieurs conséquences négatives de l'alcool sur la santé, notamment sur le foie, le cœur et le cerveau, ce qui concorde avec les résultats du volet quantitatif. Parmi les maladies précises liées à la consommation d'alcool qui ont été mentionnées, notons la cirrhose, les problèmes cardiaques, l'hypertension, le cancer du pancréas, la dépression et la démence.
- Plus de la moitié des répondants conviennent que la consommation d'alcool chez les jeunes constitue un problème grave au Canada (56 %) et que le gouvernement fédéral devrait faire plus pour lutter contre les méfaits de l'alcool (53 %).
- Plusieurs participants aux séances de discussion ont parlé avec inquiétude de l'omniprésence de l'alcool de nos jours. La pandémie de COVID-19 est considérée comme un facteur ayant contribué à faire augmenter l'utilisation de drogues et d'alcool.

Société responsable de la recherche :

Earnscliffe Strategy Group Inc. (Earnscliffe)

Numéro de contrat : HT372-213980/001/CY

Date d'attribution du contrat : 9 novembre 2021

Par la présente, je certifie, en ma qualité de représentant pour la société Earnscliffe Research Group, que les produits livrables définitifs sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique, comme elles sont définies dans la politique du gouvernement du Canada en matière de communications et d'image de marque et dans la procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus particulièrement, les produits livrables ne font aucune mention des intentions de vote électoral, des préférences quant aux partis politiques, des positions des partis ou de l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.

Signature 

Date : 11 février 2022

Doug Anderson
Partenaire, Earnscliffe